ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.150/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 mars 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire", a donné le 3 juin 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.150/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 maart 2002 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek", heeft op 3 juni 2002 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Dispositif

Article 2
(article 86bis du Code judiciaire)

Mieux vaut préciser au préalable dans la disposition que la compétence de décider de l'affectation des juges de complément appartient au premier président de la Cour d'appel ou, le cas échéant, au premier président de la Cour du travail.

Article 3
(article 106bis du Code judiciaire)

L'article 106bis, alinéa 1er, du Code judiciaire, n'a pas été modifié par la loi du 24 mars 1999 (1). Cette dernière mention doit être supprimée de la phrase liminaire de l'article de l'avant-projet .

Article 5
(article 151, alinéa 1er, du Code judiciaire)

Cet article a été remplacé par la loi du 22 décembre 1998 (2). En conséquence, la rédaction suivante de l'article de l'avant-projet est conseillée :

---

(1) Loi du 24 mars 1999 relative aux juristes de parquet et aux référendaires et complétant et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire et de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats.

(2) Loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, notamment les articles 100 à 103.

.../...

"Dans le texte français de l'article 151, alinéa 1er, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, une virgule est insérée entre les mots «compléments» et «délégués».".

Article 6
(article 186ter en projet du Code judiciaire)

L'article 186ter, en projet, dans la mesure où il énonce une condition pour poser sa candidature à une nomination à une fonction visée à l'article 58bis, 1°, du Code judiciaire, doit être inséré dans le Titre VI du Code judiciaire relatif aux conditions de nomination des membres de l'ordre judiciaire. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, un chapitre IIIbis relatif aux dispositions communes aux chapitres précédents et contenant la disposition en projet sera inséré et celle-ci sera, en conséquence, numérotée, "article 216bis".

Article 7
(article 191 du Code judiciaire)

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la nécessité d'abroger l'article 191, § 2, du Code judiciaire. Cette disposition énonce en effet une condition de nomination à la fonction de juge ou de juge de complément pour les membres du ministère public. Selon l'exposé des motifs, la règle d'"embargo temporel" insérée par l'article 186ter nouveau rendrait superflu l'article 191, §2, précité. Cette justification ne suffit pas, dès lors que l'on constate que le délai prévu à l'article 191, § 2, précité, est de cinq ans et non de trois.

2. Cet article a également été modifié par la loi du 10 février 1998 complétant le Code judiciaire en ce qui concerne la nomination de juges de complément. Cette mention doit figurer dans la phrase liminaire de l'article de l'avant-projet.

Article 8
(article 259bis-2 du Code judiciaire)

Suivant les explications de la fonctionnaire déléguée, le but poursuivi par la disposition en projet consiste à assurer la continuité de fonctionnement du Conseil supérieur de la Justice en permettant aux membres sortants d'assurer les tâches qui sont dévolues à celui-ci par le Code judiciaire, jusqu'à la désignation des membres du bureau et des deux commissions.

Cette disposition ne peut cependant être admise. En effet, dès l'installation du Conseil supérieur de la Justice, ses nouveaux membres ont plein pouvoir pour assurer les différentes missions qui leur incombent. Il n'appartient plus aux membres sortants d'exercer encore ces missions dès lors que le nouveau Conseil supérieur est régulièrement installé.

Article 10
(article 259bis-6 du Code judiciaire)

La disposition projetée a une influence certaine sur le statut de différents membres du personnel administratif du Conseil supérieur de la Justice. Selon les explications de la fonctionnaire déléguée, aucune négociation syndicale n'a été menée sur la question.

Toutefois, aux termes de l'article 259bis-6, §2, alinéa 3, du Code judiciaire, le personnel administratif du Conseil supérieur de la Justice est "soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs de l'Etat". Il en résulte que la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et son arrêté d'exécution du 28 septembre 1984, sont applicables au personnel administratif du Conseil supérieur de la Justice dans la même mesure qu'ils le sont pour les agents définitifs de l'Etat.

Dès lors que cette négociation syndicale n'a pas eu lieu, la disposition n'est pas en état d'être examinée par le Conseil d'Etat.

Article 12

.../...

(article 259bis-10 du Code judiciaire)

Il ressort du commentaire de cette disposition que le Conseil supérieur de la Justice pourrait décider d'inclure dans les examens qu'il lui appartient d'organiser, des épreuves psychotechniques. Or les membres du Conseil supérieur ne disposent pas

nécessairement des connaissances requises pour élaborer de telles épreuves. Il est donc nécessaire de leur permettre d'avoir recours à des experts externes. Le commentaire de la disposition insiste sur la nature consultative du rôle de ces experts dans le cadre de la préparation des examens :

> "La possibilité de faire appel à des experts externes n'a aucune influence sur la responsabilité finale concernant les examens, laquelle demeure entièrement confiée aux jurys d'examen.".

Ce commentaire n'est cependant pas totalement en adéquation avec la disposition en projet qui envisage la participation des experts externes "en appui des jurys des examens visés au §1er, 2° et 3°".

Les termes "en appui" sont ambigus. Il convient d'indiquer clairement que les experts ne participent qu'à la préparation des épreuves des examens précités et ne font d'aucune manière partie du jury. En vertu de l'article 151 de la Constitution et du Code judiciaire, seuls les membres de la commission peuvent porter la responsabilité du choix des lauréats.

Article 13

(article 259bis-12 du Code judiciaire)

Il y a lieu d'harmoniser la formulation de la disposition en projet avec l'article 259bis-12, §1er, 2°, du Code judiciaire et de supprimer le mot "général".

Article 15

(article 259bis-18 en projet du Code judiciaire)

1. L'obligation visée à l'alinéa 1er, en projet, est déjà prévue à l'article 259bis-7, § 2, 1°. Cet alinéa en projet doit donc être omis.

2. L'exposé des motifs prévoit que

"Les délais dans lesquels les avis doivent être rendus devront faire l'objet de protocoles d'accord avec le ministre de la Justice, la Chambre et le Sénat.".

Cette précision devrait figurer dans le dispositif. Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur le fait que les délais prévus par ce protocole d'accord risquent de ne pas se concilier avec les délais imposés au Conseil d'Etat pour donner son avis sur les textes qui lui sont soumis. Enfin, il conviendrait de prévoir l'ordre dans lequel les avis du Conseil supérieur de la Justice et du Conseil d'Etat doivent être émis.

3. Les alinéas 2 et 3 font référence à des "rapporteurs" alors qu'aucune autre disposition du Code judiciaire relative à la commission d'avis et d'enquête ne mentionne la désignation de "rapporteur". La disposition doit être revue sur ce point.

4. Les mots "sur la base de l'article 259bis-12, § 1er" doivent être ajoutés à la fin de la première phrase de l'alinéa 2 de la disposition en projet.

5. A l'alinéa 3 de la disposition en projet, mieux vaut préciser qu'il s'agit des membres de l'assemblée générale.

6. Ce même alinéa 3 mentionne la possibilité pour les membres de l'assemblée générale de transmettre leurs observations. Il reste cependant muet sur le sort de ces observations dans l'hypothèse où celles-ci ne sont pas reprises dans l'avis de la commission d'avis et d'enquête. Cette précision doit être apportée.

7. Compte tenu de l'observation 1 formulée ci-dessus, il y a lieu de viser à l'alinéa 4, en projet, les dispositions légales qui concernent les avis, propositions et rapports mentionnés.

Article 16
(article 259bis-19, § 2bis, en projet, du Code judiciaire)

En tant qu'il s'applique à l'un des membres du Conseil supérieur de la Justice, le texte en projet devrait mieux faire apparaître l'articulation avec d'une part, l'article 259bis-3, § 4, et d'autre part, l'article 259bis-20, § 1er, du Code judiciaire.

La question se pose par ailleurs de savoir comment appliquer le texte lorsque le membre du Conseil supérieur de la Justice ne relève pas de l'ordre judiciaire.

Article 17
(article 259ter du Code judiciaire)

1. Cet article a été modifié par la loi du 21 juin 2001 modifiant certaines dispositions en ce qui concerne le parquet fédéral. Il y a lieu de mentionner cette modification dans la phrase liminaire de l'article de l'avant-projet.

Cette observation vaut également pour les articles 18, 20, 37 et 38 de l'avant-projet.

2. Au 2°, dans un souci de lisibilité du texte français, il y a lieu de remplacer les mots "ou accomplit le stage judiciaire" par les mots "ou de stagiaire judiciaire".

3.Au 3°, mieux vaut viser l'article 319 du Code Judiciaire dans sa totalité.

4. Au 4°, le dernier alinéa en projet établit une incompatibilité dans le chef des personnes devant émettre un avis au sujet de candidats à une nomination dans la magistrature. Ainsi, elles ne peuvent émettre un avis sur des parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ni sur des personnes avec qui elles constituent un ménage de fait. Dans

ces cas, c'est le magistrat visé à l'article 319 du Code judiciaire qui doit rendre un avis. Selon la fonctionnaire déléguée, cette solution prévaut également lorsque le candidat est, par exemple, professeur à l'université et parent du doyen ou du recteur. Cette solution ne paraît cependant pas cohérente, dans la mesure où le magistrat visé à l'article 319, précité, ne connaît en ce cas, pas la personne à propos de laquelle il doit rendre un avis.

5. Au 7°, le texte doit être rédigé comme suit :

"Le dossier de nomination se compose exclusivement des documents suivants :".

6. Le 10° insère de nouveaux alinéas dans le paragraphe 4 de l'article 259ter du Code judiciaire. A l'alinéa 4 de ce même paragraphe, de l'accord de la fonctionnaire déléguée, mieux vaudrait préciser, comme il a été fait à l'alinéa 2, que le délai de cent jours est prolongé lorsque l'intervention du Collège des procureurs généraux est requise sur la base de l'article 259sexies du Code judiciaire.

7. Mieux vaut également indiquer à l'alinéa 5 en projet que " la commission de nomination peut décider d'entendre des candidats qui n'ont sollicité aucune audition. (la suite comme au projet).".

8. Selon l'alinéa 7 en projet, l'audition de chaque candidat par la commission de nomination fait l'objet d'un enregistrement sonore séparé. Cet enregistrement est ensuite joint au dossier de nomination des candidats et y est conservé pendant un an. Il ressort du commentaire de cette disposition que

> "L'entretien avec le candidat peut permettre de mettre en lumière des éléments ayant une influence sur la décision de la commission de nomination. Ceci doit ressortir d'un document . Vu que la rédaction du procès-verbal d'un entretien avec un candidat demande beaucoup de travail et de temps, il a été opté pour la solution qui consiste à effectuer un enregistrement sonore de l'entretien de chaque candidat (...). Une fois que l'utilité de l'enregistrement a disparu en raison de l'expiration des délais pour demander l'annulation d'une nomination ou désignation déterminée, il sera effacé.".

En cas de recours au Conseil d'Etat contre la décision de nomination, le délai de conservation d'un an est trop bref. Le texte doit être adapté en conséquence.

.../...

.../...

Article 18
(article259quater du Code judiciaire)

Le 7° insère un paragraphe 7 dans l'article 259quater du Code judiciaire. Il ressort du commentaire de cette disposition qu'il "n'est pas exclu que pour une raison ou une autre (par exemple, à cause d'une santé fragile) un chef de corps souhaite mettre fin à son mandat avant l'expiration du délai. La loi ne règle pas cette situation.".

Le même commentaire envisage également le cas d'un chef de corps qui "décide à la légère de ne pas exercer son mandat jusqu'au terme de celui-ci.".

Or, les deux situations évoquées ne sont pas identiques car, dans un cas, c'est en raison de circonstances qui ne lui sont pas imputables que le chef de corps n'est plus en mesure de faire face à sa charge alors que, dans le second cas, la décision d'anticiper la fin de son mandat, résulte exclusivement d'une motivation personnelle.

La disposition en projet ne fait cependant pas cette distinction de sorte que le chef de corps atteint d'une maladie perdra également les avantages visés au paragraphe 4 de la même disposition, c'est-à-dire le maintien du "traitement correspondant à la fonction de chef de corps ainsi que des augmentations et des avantages y afférents pendant deux années ou jusqu'au moment où, au cours de cette période, il est nommé ou désigné à une autre fonction.".

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de pouvoir justifier objectivement, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que ces situations méritent un traitement identique.

Article 21
(article 259decies du Code judiciaire)

Mieux vaut préciser qu'il s'agit de l'évaluation intermédiaire "prévue à l'article 259nonies, alinéa 2", du même Code.

.../...

Article 28
(article 323bis, § 1er, du Code judiciaire)

Cette disposition a été remplacée par la loi du 17 juillet 2000 (3). En conséquence, les mots"inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié" doivent être remplacés par le mot "remplacé".

Article 29 à 32

Une version de ces dispositions adaptées aux remarques du Ministre de la Fonction publique et donc conforme à l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région, a été envoyée au Conseil d'Etat par la fonctionnaire déléguée.

En conséquence, les modifications proposées par les articles 29 à 32 de l'avant-projet doivent être formulées comme suit :

"... en tant qu'expert dans un conseil stratégique ou dans un comité d'audit d'un service public fédéral ou en tant que membre du secrétariat d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat fédéral.".

Par ailleurs, en adaptant ces dispositions à la réforme "Copernic", il n'est plus fait référence aux cabinets et départements ministériels des entités fédérées. Le Conseil d'Etat se demande si la volonté du législateur fédéral est bien d'empêcher des magistrats d'être délégués auprès des entités fédérées.

---

(3) Loi du 17 juillet 2000 modifiant le Code judiciaire, la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

.../...

Article 30
(article 327bis du Code judiciaire)

L'alinéa 1er de l'article 327bis du Code judiciaire n'a pas été modifié par la loi du 17 juillet 2000, précitée. En conséquence, cette mention doit être supprimée de la phrase liminaire de l'article de l'avant-projet.

La modification a pour objet de remplacer les termes "au ministère de la Justice" par les termes "au Service public fédéral Justice". Or, à ce jour, le Service public fédéral Justice n'a pas encore été mis en place.

Article 33
(article 340 du Code judiciaire)

1. Cette disposition a été modifiée par la loi du 13 mars 2001 modifiant diverses dispositions en vue de créer une assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police. Cette mention doit être insérée dans la phrase liminaire de la disposition de l'avant-projet.

Cette observation vaut également pour l'article 34 de l'avant-projet.

2. Au 2°, la disposition en projet prévoit que les rapports de fonctionnement seront rédigés et communiqués par les tribunaux et par les cours ainsi que par les assemblées générales des juges de paix et des juges des tribunaux de police. Cette disposition n'indique cependant pas avec précision qui, au sein des cours et tribunaux, doit se charger de la rédaction de ces rapports.

Ces rapports doivent contenir certains renseignements se rapportant tantôt à l'année judiciaire écoulée, tantôt à l'année civile écoulée. Il y est ainsi question "des structures de concertation" et des "statistiques". Interrogée sur le sens de ces termes, la fonctionnaire déléguée a expliqué que, sans prévoir l'obligation pour les chefs de corps de créer ces "structures de concertation" ou d'établir des statistiques déterminées, cette disposition a pour objet d'établir un schéma du formulaire type dans lequel ces données, si elles existent au sein de la juridiction, seront indiquées.

3. Au paragraphe 4 en projet, il est fait référence à l'article 259quater, § 2, 2°, du Code judiciaire. Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens de cette référence.

Article 41
(article 365 du Code judiciaire)

Le commentaire de cette disposition est plus précis que le texte en projet. Ainsi, selon le commentaire, les activités exercées antérieurement à l'accession à la magistrature, dans le secteur privé ou en tant qu'indépendant, peuvent être prises en considération pour l'octroi des augmentations dans l'échelle de traitement,

> "...pour autant que l'avis annonçant la procédure de sélection requière expressément la possession d'une expérience utile et que les candidats puissent prouver par tout moyen de droit l'expérience antérieure utile.".

Le texte en projet fait état "d'activités pertinentes", ce qui peut être interprété dans un sens plus large que ce que ne fait le commentaire. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de préciser cette notion.

Article 43
(article 378 du Code judiciaire)

1. L'article 378 du Code judiciaire ne comporte que deux alinéas. Seul le second alinéa est remplacé par la disposition en projet.

2. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, les mots "L'indemnité est proportionnelle aux prestations fournies et est due" doivent être remplacés par les mots "Le paiement est dû... (la suite comme au projet)."

Article 46

(article 392, alinéa 2, du Code judiciaire)

L'article 392, alinéa 2, du Code judiciaire a été remplacé par la loi du 25 janvier 1999. En conséquence, les mots "modifié par les lois du 17 juin 1971, du 17 juillet 1984 et "doivent être remplacés par les mots "remplacé par la loi".

Article 47

(article 65, § 2, de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements)

1.Il y a lieu de mettre en adéquation l'exposé des motifs, qui prévoit une abrogation pure et simple de l'article 65, § 2, de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements, et le texte de la disposition qui prévoit le remplacement des magistrats.

2. Cette disposition a également été modifiée par la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses. Cette mention doit figurer dans la phrase liminaire de l'article de l'avant-projet.

Article 48

(article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du

Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats)

En vertu de l'article 21, alinéa 4, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, "les référendaires à la Cour d'arbitrage, les membres de l'auditorat du Conseil d'Etat et les membres du bureau de coordination au Conseil d'Etat sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnel prévu par l'article 259bis-9 du même Code".

Il ressort du commentaire de la disposition en projet que "l'abrogation de l'article 21, alinéa 5, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats s'impose car il n'est plus conforme à l'article 151 de la Constitution. En effet, celui-ci soumet l'accès à la magistrature à la réussite d'un test préalable auprès du Conseil supérieur (et non auprès du Conseil d'Etat ou de la Cour d'arbitrage) et le législateur n'est pas habilité ni autorisé à accorder une dérogation à cette disposition".

Selon l'article 151, § 3, de la Constitution, le Conseil supérieur de la justice exerce notamment ses compétences dans le cadre de la présentation des candidats à une nomination de juge telle que visée au § 4, alinéa 1er ou d'officier du ministère public. Cette dernière disposition prévoit que les juges de paix, les juges des tribunaux, les conseillers des cours et de la cour de cassation sont nommés par le Roi dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi.

Il appartient donc au législateur d'établir les conditions de nomination dans la magistrature et de déterminer la procédure à suivre dans le respect de l'article 151 de la Constitution.

L'article 151 de la Constitution n'empêche donc pas le législateur d'établir une dispense d'examen pour des magistrats ayant réussi des concours organisés par d'autres juridictions, pour autant que cette dispense puisse se justifier objectivement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, cette dispense n'impliquant pas, par ailleurs,

la mise à l'écart du Conseil supérieur de la justice chargé d'établir la liste de présentation des différents candidats.

Dans son arrêt n°3/2001 du 25 janvier 2001, la Cour d'arbitrage n'a pas remis en question la validité de l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991, précitée, en ce que cette disposition dispense également les juges suppléants nommés avant le 1er octobre 1993, de l'examen d'aptitude professionnelle.

Plus récemment, une loi du 15 juin 2001 modifiant les articles 190, 194, 259bis-9, 259bis-10, 259octies et 371 du Code judiciaire, insérant l'article 191bis dans le Code judiciaire et modifiant l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, a dispensé de l'examen d'aptitude professionnelle les avocats ayant une expérience professionnelle au barreau de vingt ans au moins ou de quinze ans au barreau et de cinq ans dans une fonction nécessitant une bonne connaissance du droit.

L'inconstitutionnalité alléguée dans le commentaire de la disposition n'existe donc pas.

Article 56

Cette disposition détermine l'entrée en vigueur des différentes dispositions de l'avant-projet. Plusieurs dates sont prévues. D'une part, le jour de la publication au Moniteur belge de la loi en projet, d'autre part, une date fixée par le Roi et au plus tard douze mois après la publication de la loi en projet au Moniteur belge; enfin, certaines dispositions sont assorties d'un effet rétroactif.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur ce qu'il devient de plus en plus difficile de déterminer avec précision la version définitive de certaines dispositions du Code judiciaire. La multiplication des dates d'entrée en vigueur, parfois pour une même disposition, nuit à la sécurité et à la cohérence de l'ordonnancement juridique.

Observation finale concernant le texte néerlandais

Le texte néerlandais du projet doit être revu fondamentalement. En effet, il s'écarte souvent de l'usage correct de la langue, et les fautes d'orthographe et de frappe sont particulièrement nombreuses. En outre, le Conseil d'Etat constate que lors de la rédaction du projet, il n'a pas été suffisamment tenu compte de la circulaire de légistique formelle.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 2
(artikel 86bis van het Gerechtelijk Wetboek)

Het is beter eerst in de bepaling te vermelden dat de bevoegdheid om over de aanwijzing van de toegevoegde rechters te beslissen, ligt bij de eerste voorzitter van het hof van beroep of, in voorkomend geval, bij de eerste voorzitter van het arbeidshof.

Artikel 3
(artikel 106bis van het Gerechtelijk Wetboek)

Artikel 106bis, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek is niet gewijzigd bij de wet van 24 maart 1999 (1). Die vermelding moet worden geschrapt in de inleidende zin van het artikel van het voorontwerp.

(1) Wet van 24 maart 1999 met betrekking tot de parketjuristen en de referendarissen en tot aanvulling en wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem van magistraten.

Artikel 5
(artikel 151, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

Dit artikel is vervangen bij de wet van 22 december 1998 [(2)]. Bijgevolg wordt aangeraden om het artikel van het voorontwerp als volgt te stellen :

"In de Franse tekst van artikel 151, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, welk artikel vervangen is bij de wet van 22 december 1998, wordt een komma ingevoegd tussen de woorden «compléments» en «délégués».".

Artikel 6
(ontworpen artikel 186ter van het Gerechtelijk Wetboek)

Het ontworpen artikel 186ter, voorzover daarin een voorwaarde vervat is voor degenen die benoemd willen worden in een ambt genoemd in artikel 58bis, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, moet worden opgenomen in Titel VI "benoemingsvoorwaarden voor leden van de rechterlijke orde" van het Gerechtelijk Wetboek. De gemachtigde ambtenaar beaamt dat een hoofdstuk IIIbis moet worden ingevoegd dat betrekking heeft op de bepalingen die voor alle vorige hoofdstukken gelden en dat de ontworpen bepaling bevat, die bijgevolg moet worden vernummerd tot "artikel 216bis".

---

(2) Wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem.

Artikel 7
(artikel 191 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek moet worden opgeheven. Die bepaling bevat immers een voorwaarde waaraan de leden van het openbaar ministerie moeten voldoen om tot rechter of toegevoegd rechter te worden benoemd. Volgens de memorie van toelichting zou het genoemde artikel 191, § 2, overbodig worden doordat het nieuwe artikel 186ter een "tijdsembargo" invoert. Die uitleg is niet toereikend, aangezien vastgesteld wordt dat de termijn gesteld in het genoemde artikel 191, § 2, vijf jaar en niet drie jaar bedraagt.

2. Dat artikel is eveneens gewijzigd bij de wet van 10 februari 1998 tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de benoeming van toegevoegde rechters. Dat moet in de inleidende zin van het artikel van het voorontwerp worden vermeld.

Artikel 8
(artikel 259bis-2 van het Gerechtelijk Wetboek)

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar heeft de ontworpen bepaling tot doel ervoor te zorgen dat de Hoge Raad voor de Justitie ononderbroken kan voortwerken, door de aftredende leden de mogelijkheid te geven om de taken die in het Gerechtelijk Wetboek aan die Hoge Raad worden opgedragen te blijven uitoefenen totdat de leden van het bureau en van de twee commissies zijn aangesteld.

Die bepaling kan echter niet worden aanvaard. Zodra de Hoge Raad voor de Justitie geïnstalleerd is, zijn de nieuwe leden van die Raad immers ten volle bevoegd om hun verschillende taken uit te oefenen. De aftredende leden zijn niet langer bevoegd om die taken voort uit te oefenen zodra de nieuwe Hoge Raad op wettige wijze geïnstalleerd is.

.../...

Artikel 10
(artikel 259bis-6 van het Gerechtelijk Wetboek)

De ontworpen bepaling heeft met zekerheid invloed op het statuut van verschillende leden van het administratief personeel van de Hoge Raad voor de Justitie. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar is daarover helemaal geen overleg gepleegd met de vakbonden.

Luidens artikel 259bis-6, § 2, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek is het administratief personeel van de Hoge Raad voor de Justitie echter "onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren van het Rijk". Bijgevolg gelden de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en het besluit van 28 september 1984 tot uitvoering daarvan in dezelfde mate voor het administratief personeel van de Hoge Raad voor de Justitie als voor de in vast verband benoemde rijksambtenaren.

Aangezien dat vakbondsoverleg niet heeft plaatsgevonden, is de bepaling niet klaar om door de Raad van State te worden onderzocht.

Artikel 12
(artikel 259bis-10 van het Gerechtelijk Wetboek)

Uit de toelichting op deze bepaling blijkt dat de Hoge Raad voor de Justitie zou kunnen besluiten om psychotechnische tests in te lassen in de examens die hij behoort te organiseren. De leden van de Hoge Raad beschikken echter niet noodzakelijk over de vereiste kennis om zulke tests uit te werken. Ze moeten dus een beroep kunnen doen op externe deskundigen. In de toelichting op de bepaling wordt benadrukt dat die deskundigen een adviserende rol zullen vervullen bij de voorbereiding van de examens:

> "De mogelijkheid om externe deskundigen in te schakelen, doet geen afbreuk aan de eindverantwoordelijkheid voor de examens. Deze berust volledig in handen van de examenjury's".

.../...

Die toelichting stemt echter niet helemaal overeen met de ontworpen bepaling waarin staat dat een beroep kan worden gedaan op externe deskundigen "ter ondersteuning van de examenjury's van de in § 1, 2° en 3°, bedoelde examens".

De woorden "ter ondersteuning" zijn dubbelzinnig. Er moet duidelijk worden vermeld dat de deskundigen alleen betrokken worden bij de voorbereiding van de gedeelten van de voornoemde examens en op geen enkele manier deel uitmaken van de examencommissie. Krachtens artikel 151 van de Grondwet en krachtens het Gerechtelijk Wetboek kunnen alleen de leden van de commissie verantwoordelijk worden gesteld voor de keuze van de geslaagden.

Artikel 13
(artikel 259bis-12 van het Gerechtelijk Wetboek)

De bewoordingen van de ontworpen bepaling moeten in overeenstemming worden gebracht met artikel 259bis-12, § 1, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek en het woord "algemene" moet vervallen.

Artikel 15
(ontworpen artikel 259bis-18 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De verplichting vervat in het ontworpen eerste lid ligt reeds besloten in artikel 259bis-7, § 2, 1°. Dat ontworpen lid moet dus vervallen.

2. In de memorie van toelichting staat :

"De termijnen waarbinnen de adviezen moeten worden afgeleverd, moeten het voorwerp uitmaken van protocolakkoorden met de minister van Justitie, de Kamer en de Senaat.".

Die precisering zou in het dispositief moeten komen. De Raad van State maakt de steller van het voorontwerp erop attent dat de termijnen die in dat protocol-akkoord worden gesteld, mogelijk niet te verenigen zijn met de termijnen waarbinnen de Raad van State advies moet geven over de regelingen die aan hem worden voorgelegd. Tot slot behoort te worden bepaald in welke volgorde de adviezen van de Hoge Raad voor de Justitie en van de Raad van State moeten worden verstrekt.

3. In het tweede en derde lid wordt gewag gemaakt van "verslaggevers", terwijl in geen enkele andere bepaling van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de advies- en onderzoekscommissie gewerkt wordt met het begrip "verslaggever". De ontworpen bepaling moet in dat opzicht worden herzien.

4. Aan het einde van de eerste zin van het tweede lid van de ontworpen bepaling moeten de woorden "op basis van artikel 259bis-12, § 1" worden toegevoegd.

5. In het derde lid van de ontworpen bepaling zou het beter zijn te preciseren dat het gaat om de leden van de algemene vergadering.

6. Volgens datzelfde derde lid kunnen de leden van de algemene vergadering hun opmerkingen overzenden. Er wordt evenwel niet gezegd wat met die opmerkingen geschiedt als die niet in het advies van de advies- en onderzoekscommissie worden opgenomen. Dat moet gepreciseerd worden.

7. Gelet op opmerking 1 hierboven, behoort in het ontworpen vierde lid te worden verwezen naar de wetsbepalingen die betrekking hebben op de vermelde adviezen, voorstellen en verslagen.

.../...

Artikel 16
(ontworpen artikel 259bis-19, § 2bis, van het Gerechtelijk Wetboek)

In zoverre de ontworpen tekst van toepassing is op een van de leden van de Hoge Raad voor de Justitie, zou duidelijker tot uiting moeten komen welke samenhang er bestaat met enerzijds artikel 259bis-3, § 4, en anderzijds artikel 259bis-20, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek.

Bovendien rijst de vraag hoe de bepaling moet worden toegepast wanneer het lid van de Hoge Raad voor de Justitie niet tot de rechterlijke orde behoort.

Artikel 17
(artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Dat artikel is gewijzigd bij de wet van 21 juni 2001 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake het federaal parket. Dat moet in de inleidende zin van het artikel van het voorontwerp worden vermeld.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 18, 20, 37 en 38 van het voorontwerp.

2. Voor de leesbaarheid van de Nederlandse versie van § 1, eerste lid, zouden in onderdeel 1° de woorden "overeenkomstig een door de Minister van Justitie, op voorstel van de Hoge Raad voor de Justitie, bepaald standaardformulier," moeten worden ingevoegd tussen de woorden "Belgisch Staatsblad," en de woorden "een gemotiveerd" en zou in onderdeel 2°, § 1, eerste lid, 2°, moeten worden aangevuld met de woorden "hetzij als referendaris of parketjurist, hetzij als gerechtelijk stagiair;".

3. Het zou beter zijn in onderdeel 3° te verwijzen naar het gehele artikel 319 van het Gerechtelijk Wetboek.

4. Wat onderdeel 4° betreft, voert het laatste ontworpen lid een onverenigbaarheid in voor personen die advies moeten verstrekken over kandidaten voor een benoeming tot magistraat. Zo mogen ze geen advies verstrekken over bloed- en aanverwanten tot in de vierde graad, noch over personen met wie zij een feitelijk gezin vormen. In die gevallen moet een advies worden uitgebracht door de magistraat bedoeld in artikel 319 van het Gerechtelijk Wetboek. Volgens de gemachtigde ambtenaar geldt die oplossing ook wanneer de kandidaat bijvoorbeeld hoogleraar is aan de universiteit en verwant is met de decaan of de rector. Die oplossing lijkt echter niet coherent, aangezien de magistraat bedoeld in het voormelde artikel 319 de persoon over wie hij advies moet uitbrengen, in dat geval niet kent.

5. Wat onderdeel 7° betreft, moet de tekst als volgt worden gesteld :

"Het benoemingsdossier bestaat uitsluitend uit de volgende stukken:".

6. Bij onderdeel 10° worden nieuwe leden ingevoegd in artikel 259ter, paragraaf 4, van het Gerechtelijk Wetboek. De gemachtigde ambtenaar beaamt dat het beter zou zijn in het vierde lid van die paragraaf, net zoals in het tweede lid, te vermelden dat de termijn van honderd dagen wordt verlengd wanneer het optreden van het College van procureurs-generaal op basis van artikel 259sexies van het Gerechtelijk Wetboek vereist is.

7. Voorts zou het ontworpen vijfde lid beter worden gesteld als volgt :

"De benoemingscommissie kan besluiten om kandidaten te horen zonder dat die daarom hebben verzocht. (voorts zoals in het ontwerp).".

8. Volgens het ontworpen zevende lid wordt van elke kandidaat die door de benoemingscommissie wordt gehoord, een afzonderlijke geluidsopname gemaakt. Die geluidsopname wordt vervolgens bij het benoemingsdossier van de betrokken kandidaat gevoegd en één jaar in dat dossier bewaard. Uit de toelichting op die bepaling blijkt het volgende :

> "Uit het onderhoud met de kandidaat kunnen elementen aan het licht komen die een invloed hebben op de beslissing van de benoemingscommissie. Dit moet uit een stuk blijken. Vermits het opstellen van een proces-verbaal van een onderhoud met een kandidaat arbeidsintensief en tijdrovend is, wordt ervoor geopteerd om van het onderhoud van elke kandidaat een geluidsopname te maken. (...) Eens het nut ervan achterhaald is ingevolge het verstrijken van de termijnen om de vernietiging van een bepaalde benoeming of aanwijzing te vragen, zal ze worden gewist.".

Als bij de Raad van State beroep wordt ingesteld tegen de benoemingsbeslissing, is de bewaartermijn van een jaar te kort. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 18

(artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek)

Bij onderdeel 7° wordt in artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek een paragraaf 7 ingevoegd. Uit de toelichting op die bepaling blijkt dat "niet is uitgesloten dat een korpschef om een of andere reden, bijvoorbeeld om gezondheidsredenen, zijn mandaat voor het verstrijken van de termijn wenst te beëindigen. De wet regelt dergelijke situatie niet.".

In diezelfde toelichting is tevens sprake van het geval waarin een korpschef "op lichtzinnige wijze zou beslissen om zijn mandaat niet uit te dienen.".

De twee gevallen die aangehaald worden zijn echter niet gelijk want in het ene is de korpschef niet meer in staat om zijn ambt uit te oefenen wegens omstandigheden die niet aan hem kunnen worden toegeschreven, terwijl in het tweede geval de beslissing om vervroegd een einde te maken aan het mandaat louter ingegeven is door persoonlijke redenen.

In de ontworpen bepaling wordt dat onderscheid evenwel niet gemaakt, zodat de korpschef die lijdt aan een ziekte ook de voordelen verliest die genoemd worden in paragraaf 4 van dezelfde bepaling, dat wil zeggen het behoud "gedurende twee jaar, of tot op het ogenblik dat hij voor het verstrijken van die termijn in een ander ambt of functie wordt benoemd of aangewezen, (van) de overeenkomstige wedde van korpschef met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen.".

De steller van het voorontwerp moet op objectieve wijze kunnen wettigen, ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, dat die gevallen op dezelfde wijze behandeld behoren te worden.

Artikel 21

(artikel 259decies van het Gerechtelijk Wetboek)

Het zou beter zijn te bepalen dat het gaat om de tussentijdse evaluatie "bedoeld in artikel 259nonies, tweede lid", van hetzelfde Wetboek.

Artikel 28

(artikel 323bis, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek)

Deze bepaling is vervangen bij de wet van 17 juli 2000 [3]. De woorden "ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd" moeten bijgevolg vervangen worden door het woord "vervangen".

Artikelen 29 tot 32

Door de gemachtigde ambtenaar is aan de Raad van State een versie van deze bepalingen toegezonden die aangepast is aan de opmerkingen van de Minister van Ambtenarenzaken en die dus conform is aan het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van een kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest.

De wijzigingen die voorgesteld worden in de artikelen 29 tot 32 van het voorontwerp dienen dan ook als volgt te worden gesteld :

> "als expert bij de beleidsraad of als expert bij het auditcomité van een federale overheidsdienst of een opdracht als lid van het secretariaat van een federaal minister of staatssecretaris".

Bovendien wordt, doordat de bepalingen aangepast zijn aan de Copernicus-hervorming, niet meer verwezen naar ministeriële kabinetten en departementen van de deelentiteiten. De Raad van State vraagt zich af of het wel de bedoeling van de federale wetgever is ervoor te zorgen dat magistraten geen opdracht meer kunnen krijgen bij de deelentiteiten.

Artikel 30

---

(3) Wet van 17 juli 2000 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem en van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

.../...

(artikel 327bis van het Gerechtelijk Wetboek)

Het eerste lid van artikel 327bis van het Gerechtelijk Wetboek is niet gewijzigd bij de genoemde wet van 17 juli 2000. De vermelding van die wet moet bijgevolg geschrapt worden in de inleidende zin van het artikel van het voorontwerp.

De wijziging van dit artikel strekt ertoe de woorden "bij het ministerie van Justitie" te vervangen door de woorden "bij de federale overheidsdienst Justitie". De federale overheidsdienst Justitie is op heden echter nog niet geïnstalleerd.

Artikel 33

(artikel 340 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Deze bepaling is gewijzigd bij de wet van 13 maart 2001 tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de oprichting van een algemene vergadering van vrederechters en rechters in de politierechtbank. Dat moet vermeld worden in de inleidende zin van de bepaling van het voorontwerp.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 34 van het voorontwerp.

2. De ontworpen bepaling in 2° schrijft voor dat de werkingsverslagen opgesteld en overgezonden zullen worden door de rechtbanken en hoven, alsook door de algemene vergaderingen van de vrederechters en de rechters in de politierechtbanken. In de bepaling wordt evenwel niet duidelijk aangegeven wie in die hoven en rechtbanken die verslagen moet opstellen.

De betrokken verslagen moeten bepaalde informatie bevatten die ofwel betrekking hebben zowel op het voorbije gerechtelijk jaar, als op het voorbije kalenderjaar. Zo bijvoorbeeld is er sprake van "de overlegstructuren" en "de statistieken". Op de vraag wat die termen betekenen, heeft de gemachtigde ambtenaar uitgelegd dat deze

bepaling ertoe strekt, zonder aan de korpschefs de verplichting op te leggen "overlegstructuren" op te richten of bepaalde statistieken bij te houden, een schema vast te stellen van het standaardformulier waarin die gegevens worden vermeld indien ze binnen het rechtscollege bestaan.

3. In de ontworpen paragraaf 4 wordt verwezen naar artikel 259quater, § 2, 2˚, van het Gerechtelijk Wetboek. De zin van die verwijzing is de Raad van State niet duidelijk.

Artikel 41

(artikel 365 van het Gerechtelijk Wetboek)

De toelichting bij deze bepaling is preciezer dan de ontworpen regeling. Zo staat in de toelichting dat de diensten die iemand in de privé-sector of als zelfstandige heeft verricht voordat hij magistraat is geworden, in aanmerking komen voor de toekenning van weddeschaalverhogingen,

> "... voorzover het bericht van aankondiging van de selectieprocedure uitdrukkelijk het bezit van vroegere nuttige ervaring vereist en de kandidaten de nuttige ervaring met elk rechtsmiddel kunnen bewijzen.".

In de ontworpen regeling is er sprake van "relevante diensten", wat ruimer geïnterpreteerd kan worden dan datgene wat in de toelichting staat. De steller van het voorontwerp dient dit begrip nader te omschrijven.

Artikel 43

(artikel 378 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Artikel 378 van het Gerechtelijk Wetboek bevat slechts twee leden. Alleen het tweede lid wordt vervangen door de ontworpen bepaling.

.../...

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "De vergoeding is evenredig aan de geleverde prestatie en is verschuldigd" vervangen moeten worden door de woorden "De betaling is verschuldigd ... (voorts zoals in het ontwerp).".

Artikel 46
(artikel 392, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

Artikel 392, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek is vervangen bij de wet van 25 januari 1999. De woorden "gewijzigd bij de wetten van 17 juni 1971, 17 juli 1984 en" moeten bijgevolg vervangen worden door de woorden "vervangen bij de wet van".

Artikel 47
(artikel 65, § 2, van de wet van 18 juli 1991 tot regeling
van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten)

1. De memorie van toelichting, waarin sprake is van de opheffing zonder meer van artikel 65, § 2, van de wet tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten moet in overeenstemming worden gebracht met de tekst van de bepaling, die voorziet in de vervanging van de magistraten.

2. Deze bepaling is ook gewijzigd bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen. Dat behoort vermeld te worden in de inleidende zin van het artikel van het voorontwerp.

Artikel 48

.../...

(artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van
de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking
hebben op de opleiding en de werving van magistraten)

Krachtens artikel 21, vierde lid, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten "(worden) de referendarissen bij het Arbitragehof, de leden van het auditoraat bij de Raad van State en de leden van het coördinatiebureau bij de Raad van State (...) geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis-9 van hetzelfde Wetboek".

Uit de toelichting bij de ontworpen bepaling blijkt het volgende : "De opheffing van artikel 21, vijfde lid, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en werving van magistraten dringt zich op daar het niet langer conform is aan artikel 151 van de Grondwet. Dit artikel stelt de toegang tot de magistratuur immers afhankelijk van het slagen in een voorafgaande test bij de Hoge Raad (niet bij de Raad van State, niet bij het Arbitragehof) en de wetgever kan en mag daarop geen afwijkingen toestaan".

Luidens artikel 151, § 3, van de Grondwet oefent de Hoge Raad voor de Justitie zijn bevoegdheden onder meer uit bij de voordracht van de kandidaten voor een benoeming tot rechter zoals bedoeld in § 4, eerste lid, of tot ambtenaar van het openbaar ministerie. Laatstgenoemde bepaling schrijft voor dat de vrederechters, de rechters in de rechtbanken, de raadsheren in de hoven en in het Hof van Cassatie door de Koning worden benoemd onder de voorwaarden en op de wijze bepaald bij de wet.

Het staat dus aan de wetgever de voorwaarden vast te stellen om in de magistratuur te worden benoemd alsook de procedure die gevolgd moet worden, en zulks met eerbiediging van artikel 151 van de Grondwet.

Artikel 151 van de Grondwet belet de wetgever dus niet om magistraten die geslaagd zijn voor vergelijkende examens die door andere rechtscolleges georganiseerd zijn, vrij te stellen van een examen, voorzover die vrijstelling objectief gewettigd kan worden ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet; bovendien houdt die

vrijstelling niet in dat de Hoge Raad voor de Justitie die ermee belast is de lijst op te maken van de verschillende kandidaten die hij voordraagt buitenspel wordt gezet.

Het Arbitragehof heeft in zijn arrest nr. 3/2001 van 25 januari 2001 de geldigheid van artikel 21 van de genoemde wet van 18 juli 1991, in zoverre die bepaling ook de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 benoemd zijn vrijstelt van het examen inzake beroepsbekwaamheid, niet ter discussie gesteld.

Recenter nog zijn bij een wet van 15 juni 2001 tot wijziging van de artikelen 190, 194, 259bis-9, 259bis-10, 259octies en 371 van het Gerechtelijk Wetboek, tot invoeging van artikel 191bis in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en werving van magistraten, de advocaten die minstens twintig jaar beroepservaring aan de balie hebben, of vijftien jaar aan de balie en vijf jaar in een functie waarvoor een goede kennis van het recht vereist is, vrijgesteld van het examen inzake beroepsbekwaamheid.

De ongrondwettigheid die aangevoerd wordt in de toelichting bij de bepaling bestaat dus niet.

Artikel 56

Deze bepaling regelt de inwerkingtreding van de verschillende bepalingen van het voorontwerp. Er wordt in verscheidene data voorzien. Enerzijds de dag waarop de ontworpen wet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, anderzijds een door de Koning vastgestelde datum en uiterlijk twaalf maanden na de bekendmaking van de ontworpen wet in het Belgisch Staatsblad; voor sommige bepalingen, ten slotte, geldt terugwerkende kracht.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat het steeds moeilijker wordt precies uit te maken wat de definitieve versie is van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. De vele data van inwerkingtreding, soms voor

.../...

eenzelfde bepaling, doen afbreuk aan de rechtszekerheid en aan een coherente rechtsordening.

Slotopmerking
betreffende de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van het ontwerp dient grondig te worden herzien. Hij bevat namelijk talrijke afwijkingen van het correcte taalgebruik en bijzonder veel spellings- en tikfouten. De Raad van State stelt tevens vast dat bij de redactie van het ontwerp onvoldoende rekening is gehouden met de circulaire inzake wetgevingstechniek.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat,
Madame Mevrouw	M. BAGUET,	staatsraden,
Messieurs de Heren	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS